

M/Mme
Directeur/directrice de l'école de

Mr/Mme.....

Directeur de l'école....

A M. le directeur académique

Objet : BE1D

Monsieur le Directeur Académique,

Je reçois en cette rentrée votre courrier de mise en demeure indiquant que vous n'avez eu aucun retour de ma part après votre courrier du 10 décembre. Je vous ai personnellement répondu le

Cette mise en demeure indique que vous considérez que je n'ai pas accompli mon service en ne renseignant pas BE1D. Il me semble important de vous informer que mon service est accompli et que les données demandées ont été transmises pour le bon fonctionnement du Service Public d'Education.

Je vous demanderai d'ailleurs de me préciser vos attentes en ce qui concerne le bon fonctionnement « des services chargés de la gestion du premier degré ». J'aurais besoin aussi que vous m'indiquiez quel temps je dois consacrer à chacune des tâches qui m'incombent en tant que directeur d'école.

Considérant respecter les obligations qui s'imposent à tout fonctionnaire pour le bon fonctionnement du Service Public d'Education,

Considérant exercer mon droit syndical en suivant une consigne syndicale,

Considérant vous avoir répondu dans les délais impartis,

Considérant ne nuire en aucun cas au fonctionnement des services et au travail des agents de la direction départementale dont je respecte le travail,

Considérant en tant qu'enseignant et en tant que directeur avoir participé bien au-delà de mes obligations de service au bon fonctionnement de l'école,

Considérant avoir déjà été sanctionné à travers ma note d'inspection,

Considérant que ma fonction de directeur ne se borne pas au renseignement de base élèves, que le rapport de l'IG de juillet 2012 ne stipule pas ce renseignement de BE1D comme une tâche du directeur,

Je vous informe que cette mesure, purement comptable selon vous, ne peut être interprétée autrement que comme une sanction portant atteinte à mon droit syndical, à la reconnaissance de mon travail et de mon attachement au bon fonctionnement du service public d'éducation en faveur des élèves, des familles, des partenaires de l'école publique avec lesquels je fonctionne dans un climat de respect mutuel depuis des années.

Par la présente je vous demande la levée de la menace s'agissant d'un mandat syndical et le respect de mes droits en la matière.

A, le

Le directeur de l'école

Copie au SNUipp du Jura.